

MAIRIE DE SAINT-JUST D'ARDECHE (07700)

CONSEIL MUNICIPAL

MENTION DE LA CONVOCATION AU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Convocation du vendredi 11 décembre 2020.

La convocation a été adressée individuellement à chaque membre du Conseil Municipal pour la réunion qui aura lieu le mercredi 15 décembre 2020, à 18 heures.

Le Maire,
Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE

PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 15 DECEMBRE 2020

Nombre de Conseillers :	L'an deux vingt,
En exercice: 19	le 15 décembre à 18 heures,
Présents : 17	le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-JUST D'ARDECHE,
Votants : 19	dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Mairie,
	sous la présidence de Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE.

PRESENTS : Brigitte PUJUGUET-GUIGUE, Maire, Isabelle ROSIN, José ORENES LERMA, PETITJEAN Michèle, FEO Cédric, Marlène ALVES, Thierry COMBRET, Bruno ODEYER, Agustín LLORENS, Fatima RAHJI, Emmanuelle HARDIN, Séverine LACROIX, Lucie HUTTIER, Paul GUIGUE, Dominique BOESSO, Jérôme PRADIER LAGET, Céline FOREST, Mickaël ROBERT.

Absent ou excusé : Jean-François BABIN donne procuration à Monsieur Agustin LLORENS, Monsieur José ORENES-LERMA donne procuration à Madame Brigitte PUJUGUET-GUIGUE.

Les conseillers présents, représentant la majorité des membres en exercice, ont procédé, conformément à l'article L 2121-15 du CGCT, à la désignation de **Séverine LACROIX** en qualité de secrétaire de séance.

En outre, il a été décidé d'adjoindre à ce secrétaire, en qualité d'auxiliaire pris en dehors du Conseil, Véronique BRUNEAU, Secrétaire de mairie, qui assistera à la séance, mais sans participer à la délibération.

Il est donné lecture des délibérations prises lors de la séance du 24 novembre 2020.
Le procès-verbal de la séance du 24 novembre 2020 est adopté.



1-Objet : Renouvellement convention Certificats d'Economies d'Energies avec le SDE 07.

La loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique a posé les fondements du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE). Ce dispositif repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée aux fournisseurs d'énergie dont les ventes annuelles sont supérieures à un seuil défini par décret en Conseil d'Etat. Cette obligation est fixée par périodes pluriannuelles (généralement trois à quatre ans).

Résolument engagé en faveur de la collecte et de la valorisation financière des Certificats d'Economie d'Energie issus d'actions réalisées par les collectivités ardéchoises, le Syndicat d'énergies (SDE 07) a adopté une démarche consistant à promouvoir et à organiser cette valorisation.

En contrepartie de la cession des CEE de la collectivité, le SDE 07 reverse une subvention pour les travaux réalisés.

Madame le Maire expose que, dans ce cadre, il est nécessaire de déléguer la valorisation des CEE au SDE 07 pour les dossiers que la commune souhaite valoriser avec le SDE 07. La convention n'implique pas une exclusivité de cessions des CEE au SDE 07.

Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- ACCEPTE les termes de la convention pour la valorisation des CEE,
- AUTORISE le Maire ou son représentant à signer la convention de groupement et à transmettre les éléments nécessaire à chaque demande de subvention au SDE 07.

Madame Isabelle ROSIN arrive en cours de lecture de la première délibération à 18h06.

Vote :

Pour : 19	Abstention :	Contre :
-----------	--------------	----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

2-Objet : Lancement procédure de mise en conformité de la salle « ancienne bibliothèque »
--

Madame le Maire expose au Conseil Municipal qu'au vu du plan de redressement des finances de la commune présenté en conseil municipal le 24 novembre dernier, il a été validé la nécessité de céder les bâtiments communaux vétustes et énergivores pour privilégier l'utilisation des salles en meilleur état. Dans cet objectif, il convient de libérer le bâtiment des anciennes écoles, et de proposer un nouveau local à l'harmonie de basse Ardèche (HBA).

Madame le Maire propose comme nouveau local pour l'HBA « l'ancienne bibliothèque ». La transformation de ce local en salle associative nécessite le dépôt d'une autorisation de travaux pour mise aux normes accessibilité et sécurité.

Pour ce faire, Madame Le Maire présente 2 devis fournis à sa demande :

- Un devis de l'architecte DPLG Pascal OLIGIERI pour un montant de 10500€HT
- Un devis des architectes DPLG Mireille et Jean-Claude MICHEL pour un montant de 9900€HT (devis en attente)

Après étude des 2 devis, et au vu du prix estimé des travaux nécessités pour l'installation d'une seule association, Madame le Maire propose d'ajourner la décision. Elle propose de revoir de façon globale la destination et l'utilisation des salles et locaux communaux, toujours dans un objectif d'optimisation des ressources.

Cette délibération n'appellera aucun vote.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

3-Objet : Fixation du taux de la taxe d'aménagement et des exonérations.

Madame le Maire rappelle la délibération du 12 septembre 2017 fixant pour 3 ans (2018-2020) le taux de la taxe d'aménagement, conformément au code de l'urbanisme et aux articles L. 331-1 et suivants, à 4,5 % sur l'ensemble du territoire national. Elle précise qu'en 2014 une exonération partielle avait été accordée par le Conseil municipal en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme : Les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L. 331-7 (*logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI - prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit - ou du PTZ+*).

Madame le Maire informe les membres de l'assemblée qu'il faut délibérer de nouveau pour maintenir ou fixer un nouveau taux de la taxe d'aménagement pour les années 2021 à 2023, afin d'éviter que le taux par défaut soit appliqué (1%), ce qui priverait la commune de recettes correspondantes aux services proposés. Elle propose de maintenir le taux de la Taxe d'Aménagement à 4,5%.

Elle propose également de maintenir les exonérations consenties pour certaines constructions telles que les abris de jardin, les pigeonniers et colombiers soumis à déclaration préalable, à hauteur de 50%.

Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- DECIDE de maintenir le taux de la taxe d'aménagement à 4,5 % pour la période 2021 -2023 sur tout le territoire de la commune ;
- ACCEPTE l'exonération des abris de jardin, des pigeonniers et des colombiers soumis à déclaration à hauteur de 50 % ;
- DONNE tout pouvoir à Madame le Maire pour signifier cette délibération aux divers services concernés.

-
Vote :

Pour : 19	Abstention :	Contre :
-----------	--------------	----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

4-Objet : Baisse des indemnités de Fonction
--

Madame le Maire rappelle la situation des finances de la commune placée en réseau d'alerte par les services de la préfecture. Dans le cadre de la diminution des dépenses, la première à envisager est celle de l'enveloppe globale des indemnités de fonction des élus. Il est proposé de revoir à la baisse celles du Maire et des adjoints et de maintenir au même niveau celle des conseillers municipaux délégués.

Madame le Maire rappelle les articles L 2123-20 à L 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales qui fixent l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux (maire et adjoints) en exercice.

Elle rappelle la délibération du 30 septembre 2020 qui a fixé le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire, d'Adjoint et de conseiller municipal délégué tel qu'il suit :

- ☐ Maire : 45.3%.
- ☐ Adjoints : 17.55%.
- ☐ Conseiller municipal délégué : 5.1 %.

Madame le Maire propose de réviser les taux d'indemnités. Pour adopter les taux suivants :

- ☐ Maire : 43.04%.
- ☐ Adjoints 16.78 %.
- ☐ Conseillers municipaux délégués 5.1 %

Cette révision des indemnités représente une économie annuelle de 3.000€, l'enveloppe budgétaire passant de 61.000€ à 58.000€ avec les nouveaux taux. Madame le maire précise que la dotation maximale règlementaire possible se monte à 70.000€, les indemnités proposées représentent alors une économie de 12.000€.

Ce qui donnerait le tableau suivant pour les indemnités au 1er janvier 2021 :

NOM - PRENOM DES ELUS	TAUX en %	Mensuel brut	Annuel brut
Madame PUJUGUET-GUIGUE	43.04%	1673.99	20287.88
Madame Isabelle ROSIN	16.78%	652.64	7831.68
Monsieur José ORENES-LERMA	16.78%	652.64	7831.68
Madame Michèle PETITJEAN	16.78%	652.64	7831.64
Monsieur Cédric FEO	16.78%	652.64	7831.64
Madame Marlène ALVES	5.1%	198.35	2380.20
Monsieur Bruno ODEYER	5.1%	198.35	2380.20
Monsieur Thierry COMBRET	5.1%	198.35	2380.20

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

- FIXE le montant des indemnités de fonctions tel que présenté
- Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal
- Dit que ces indemnités rentrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021 avec la rédaction modificative des arrêtés de délégation

Vote :

Pour : 13	Abstention : 6	Contre :
-----------	----------------	----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

5-Objet : Mutuelle Communale.

La commune de Saint Just d'Ardèche souhaite donner à ses habitants la possibilité de souscrire une mutuelle santé à des conditions et des tarifs préférentiels et sans ajouter de charge financière à notre commune.

Aujourd'hui le constat que trop de personnes doivent renoncer à se soigner par manque de moyens ne peut pas être accepté sans agir. L'action de la « Mutuelle Communale » peut permettre l'accès à des soins de qualité aux personnes à faible revenus (RSA, chômeurs, ...), mais aussi aux personnes qui ont trop de revenus pour être aidées mais pas suffisamment pour vivre correctement.

La « Mutuelle Communale » propose une convention de partenariat liant la commune et la mutuelle qui précise les engagements de chacune des parties. La commune doit mettre un local de permanence à disposition, elle n'a aucune contribution financière à sa charge.

Après avoir entendu l'exposé de Madame Le Maire et après en avoir débattu, Le Conseil Municipal décide :

- D'ACCEPTER la proposition de convention de partenariat avec la mutuelle communale ;
- De MANDATER Madame le Maire pour effectuer toutes les démarches et signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote :

Pour : 19	Abstention :	Contre :
-----------	--------------	----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

6-Objet : DM n 1

Afin que la Mairie puisse effectuer le paiement au SDE 07, avant la clôture des comptes, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser le transfert de crédits dont le détail figure dans le tableau ci-après.

Chapitre/article	désignation	Crédit ouvert après DM
021	Recette d'Inv	+4620
204	Dépense d'Inv	+4620
023	Recette Fonct	+4620
011/6042	Dep Fonct	-4620

Conseil Municipal après en avoir délibéré décide :

- d'ACCEPTER d'apporter au Budget primitif 2020 les ouvertures de crédit équilibrées en dépenses et en recettes reprises ci-dessus

- d'AUTORISER Madame la Présidente à signer les actes correspondants.

Vote :

Pour : 19	Abstention :	Contre :
-----------	--------------	----------

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

7-Objet : Ramassage des encombrants.

Le ramassage des encombrants pour les personnes isolées âgées ou en situation de handicap et ne disposant pas de véhicules est un service offert par la municipalité, très utile et apprécié.

Toutefois ce service doit être encadré et réservé aux personnes en ayant vraiment besoin, le budget de la commune ne permettant pas d'étendre le temps de travail des employés communaux. Ce service doit demeurer exceptionnel, la règle pour tout citoyen reste l'apport de ses déchets dans les endroits prévus : déchèterie et points d'apport volontaires.

Madame le Maire propose une mise à jour de la fiche à remplir en mairie. Elle propose de plus d'insister sur la diffusion de ce service (par la presse, le site internet, le bulletin municipal...) afin que l'information arrive bien aux personnes concernées.

Ce sujet est abordé pour information du conseil municipal et ne fera pas l'objet d'une délibération.

Voir document en Pièce Jointe.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le